

## ARRETÉ DU MAIRE

## A2024-013

Portant réglementation de la circulation sur les carrefours de la rue Albert Joly pour l'évènement *Apéro-concert* du 6 juillet 2024

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales :

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.4 ;

**VU** le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28;

VU l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes :

**VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière ((livre I - huitième partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) :

**VU** la demande du Comité des Fêtes/Club de l'Espérance de Percey d'utiliser la place de la mairie pour un événement appelé Apéro-Concert.

Considérant que pour assurer la sécurité des participants, il convient de bloquer les carrefours donnant accès à la rue Albert Joly et la Petite Rue,

## **ARRETE**

ARTICLE 1: A compter du 06/07/2024 de 8h au 08/07/2024 à midi, la circulation sur la Route Départementale n°424 – rue Albert Joly sera totalement interdite, de la portion des carrefours de la Grande Rue, à la rue des Mésanges, et sur la totalité de la Petite Rue dans l'agglomération de PERCEY.

**ARTICLE 2** : La circulation des usagers sera déviée via la Grande Rue et la rue de la Croix Saint-Jacques.

**ARTICLE 3** : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité de la coupure ainsi que dans la commune de PERCEY.

ARTICLE 4: Monsieur le Maire de la commune de PERCEY,

Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de St Florentin

SDIS de l'Yonne - CODIS

UTR de Sens du Conseil Départemental de l'Yonne

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En application des dispositions du décret n°65-29 du 11/01/1965 modifié, cette décision peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Dijon dans le délai de 2 mois à compter de sa notification par voie postale au 22 rue d'Assas- 21000 DIJON ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr ou https://citoyens.telerecours.fr/".

Fait à PERCEY, le 2 avril 2024 Le Maire Daniel BOUCHERON

